

DÉLAIS DE PAIEMENT : UN BON DÉBUT. Des conditions plus strictes pour les paiements effectués par les pouvoirs publics, des délais de paiement obligatoires de 60 jours maximum dans les relations entre entreprises – sauf indication contraire – et le paiement automatique des intérêts. Tels sont les éléments essentiels que l'European Builders Confederation (EBC) retient du projet d'avis présenté par l'eurodéputé De Angelis à la commission Industrie du Parlement sur la refonte de la directive retards de paiement. EBC approuve également l'introduction d'une période maximale de 30 jours pour que les autorités publiques acceptent les procédures de vérification. *Commentaire.* En effet, EBC rappelle que les autorités publiques font parties des plus mauvais payeurs de l'Europe et incite le Parlement européen à résister à la forte opposition des gouvernements locaux et nationaux face à toute mesure qui imposerait des délais de paiement maximum dans les marchés publics.

INVESTITURE DE LA COMMISSION DIFFÉRÉE. Les futurs membres de la Commission ont été auditionnés du 11 au 19 janvier en commission parlementaires. Le vote global d'investiture du Parlement européen, qui devait avoir lieu le 26 janvier pour une entrée en fonction le 1^{er} février, a été différé suite à la démission de la candidate bulgare pour la Coopération internationale, Rumiana Jeleva. Il pourrait intervenir le 9 février après l'audition de la nouvelle candidate bulgare, Kristalina Georgieva. L'entrée en fonction de la Commission devrait suivre dès que les commissaires auront prêté serment. Tour d'horizon de leurs priorités, en lien avec le BTP.

- **Climat.** Connie Hedegaard est déterminée à mettre en œuvre l'accord de Copenhague et à mener à bien les négociations climatiques internationales dans le cadre de l'ONU. Elle ambitionne aussi la création d'un marché du carbone avec le plus de pays possible, et la réalisation du marché au sein de l'OCDE à l'horizon 2015. Elle proposera un paquet législatif intégré sur le climat et les transports pour contrôler les émissions de ce secteur. Elle a aussi plaidé pour l'internalisation des coûts externes. Mais ne soutiendra pas un objectif contraignant sur l'efficacité énergétique, ce qui a soulevé les inquiétudes des environnementalistes.

- **Industrie :** Antonio Tajani place l'économie verte au cœur d'une nouvelle politique industrielle européenne, axée sur les PME (en accélérant la mise en œuvre du Small Business Act), la promotion de l'innovation et le développement durable. Il a promis d'œuvrer pour l'adoption rapide de la directive "retards de paiements" et l'introduction d'un système européen de facturation électronique. Il a exclu toute révision du règlement Reach sur les produits chimiques.

- **Politique régionale.** Politique de cohésion au service de la stratégie UE 2020, nouvelle politique d'urbanisation européenne (avec une consultation à la clé), non à toute renationalisation, attention au transfrontalier, telles sont les priorités de Johannes Hahn.

- **Marché intérieur.** Michel Barnier s'est engagé à mettre "l'efficacité du marché au service du progrès humain" à travers plusieurs initiatives : essor du commerce électronique par la création d'un cadre sûr ; reconnaissance des qualifications professionnelles ; mise en œuvre de la directive services. Concernant les travailleurs détachés, il n'a pas l'intention de renoncer au principe du pays d'origine mais a prôné une évaluation de la jurisprudence.

- **Énergie.** Günter Oettinger a fait de la promotion des renouvelables et de l'efficacité énergétique le fer de lance de son action, en vue d'atteindre l'objectif des 3x20 d'ici à 2020. Il a promis de présenter rapidement un plan d'action révisé pour l'efficacité énergétique. En matière de sécurité, il a plaidé pour le renforcement des interconnexions et des infrastructures de transport d'électricité et de gaz, ainsi que le développement d'infrastructures pour les renouvelables.

- **Transport.** Siim Kallas présentera un Livre blanc transport au printemps et prendra des mesures concrètes pour internaliser tous les coûts de transport (notamment à faire avancer le projet de directive Eurovignette), mettre en place les systèmes de transport intelligent, développer les infrastructures et le réseau transeuropéen de transport (RTE-T) grâce notamment à l'amélioration de leur financement. Il a aussi évoqué une meilleure utilisation des fonds de cohésion.

À SUIVRE

Construction durable : vers un vocabulaire commun. Le Conseil des architectes d'Europe (CAE-ACE), la Fédération de l'industrie européenne de la construction (FIEC) et la plateforme européenne pour le béton (ECP) se concertent pour rédiger un glossaire établissant un vocabulaire concernant la construction durable qui serait utilisable aussi bien par les constructeurs que

par les maîtres d'ouvrage.
<http://www.sccommonlanguage.eu>

Mondialisation : fonds d'ajustement pour des ouvriers lituaniens. La Commission a accepté une requête lituanienne d'intervention du Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM) concernant 806 ouvriers lituaniens du bâtiment licenciés par 128 PME. Au cours

des 1^{er} et 2^{ème} trimestres 2009, l'activité dans le bâtiment en Lituanie a diminué de 42,8 % et 48 % par rapport à la même période en 2008. Le secteur a perdu 10 % de ses emplois en 2008. Ces ouvriers se verront proposer des mesures d'incitation au travail et une orientation professionnelle. Le coût de ces mesures est de 1,7 million d'€ (dont 1,1 financé par l'UE).